Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

(Vidéo) Quand Hamlet fete les 50 ans de GSE



En accueillant une représentation d'Hamlet au cœur de son siège avignonnais, Roland Paul, président de GSE a transformé, le temps d'une soirée, ses bureaux en salle de spectacle. Une initiative inédite qui a réuni 160 spectateurs à guichets fermés et marqué un point pour ce spécialiste de l'immobilier d'entreprise qui vient de fêter ses 50 ans.

Un siège social peut-il devenir un théâtre ? À Avignon, Roland Paul, président de GSE a dit oui. Le 22 juillet dernier, le groupe, spécialiste de l'immobilier d'entreprise, a ouvert les portes de son siège pour une représentation exceptionnelle 'd'Hamlet', mise en scène par Thibault Perrenoud, dans le cadre du 80e Festival d'Avignon mené par son directeur artistique, Tiago Rodrigues. L'espace, habituellement dévolu à la routine quotidienne et aux réunions, a été entièrement reconfiguré pour recevoir 160 collaborateurs, clients, partenaires et festivaliers. Les spectateurs ont assisté, à guichets fermés, à une version itinérante de la tragédie shakespearienne, portée par trois interprètes. Un dispositif volontairement épuré pour jouer de la proximité avec le public.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Roland Paul président de GSE, Thibault Perrenoud metteur en scène et Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon Copyright GSE

Le mécénat comme prolongement de l'ancrage territorial

Cette soirée était l'aboutissement d'un partenariat noué entre GSE et le Festival d'Avignon à l'occasion des cinquante ans de l'entreprise, à l'occasion d'un projet de mécénat et afin de participer plus activement à la vie culturelle du territoire.

Un groupe international aux racines avignonnaises

Fondé en 1976 à Avignon, GSE conçoit et réalise des bâtiments industriels, logistiques, tertiaires et commerciaux. Le groupe emploie aujourd'hui plus de 600 collaborateurs répartis dans six pays européens, dispose de 15 implantations en France et appartient, depuis 2019, au groupe allemand Goldbeck, leader européen de la construction clé en main. Son chiffre d'affaires dépasse désormais le milliard d'euros.

Mireille Hurlin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

CCI de Vaucluse : le patronat vauclusien veut tourner la page



Après l'épisode rocambolesque 'des Tuche', la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse va se doter d'une nouvelle gouvernance suite à sa mise sous tutelle par les services de l'Etat en début d'année. Conscient des enjeux existentiels de cette élection pour l'avenir de la CCI 84, le patronat vauclusien entend afficher son unité lors de ce scrutin où une seule liste sera en lice : celle d'Anne Benedetti qui portera les couleurs du Medef, soutenu par l'U2P, afin de devenir la première femme à la tête de l'établissement consulaire départemental. Le tout avec le soutien de la CPME 84, pour l'instant...

« Je veux mener une liste d'union et rassembler l'ensemble des entreprises pour redonner à la CCI de Vaucluse la place qui doit être la sienne. C'est pourquoi, je suis fière d'être tête de liste du Medef Vaucluse, soutenue par l'U2P 84, » insiste Anne Benedetti qui conduira une liste unique lors de ce scrutin consulaire qui débute ce lundi 29 juin jusqu'au vendredi 10 juillet prochain.

« Ma liste est composée de 34 chefs d'entreprise, de petites, moyennes et ETI, de grandes entreprises,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

qui sont implantées sur tout le territoire de Vaucluse, poursuit celle qui est à la tête de l'entreprise avignonnaise éponyme. Des personnes engagées et intergénérationnelles. Des chefs d'entreprise formidables : compétents et experts qui connaissent le terrain » (retrouvez ici le détail de la liste d'Anne Benedetti).



De gauche à droite : Nordine Saihi, président de l'U2P 84, Anne Benedetti, tête de liste, et Roland Paul, président du Medef 84. Crédit : Echo du mardi

> « Il faut fédérer. »
>
> *Anne Benedetti*

Les raisons d'une candidature

« C'est surtout pour défendre l'intérêt collectif du tissu économique vauclusien », précise la tête de liste pour justifier sa candidature avant de marteler : « Il faut fédérer. Il faut être entouré de toutes les entreprises du Vaucluse pour agir au bénéfice de la CCI 84. Car la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse est un acteur stratégique solide et incontournable au développement économique et social local. »

« Je crois que l'enjeu pour le Vaucluse est à l'image d'une entreprise, complète Roland Paul, président du Medef 84 également présent sur la liste. Pour qu'une entreprise fonctionne bien, pour qu'un écosystème

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

économique fonctionne bien, il faut que tout le monde travaille dans le même sens. C'est pour cela que nous avons travaillé avec toutes les organisations patronales à la constitution de cette liste d'union. »

Election à la CCI de Vaucluse : découvrez le détail de la seule liste en lice

Une unité patronale inédite

Sur la ligne de départ de cette élection consulaire, le Medef de Vaucluse (ndlr : qui a entamé son renouveau sous la présidence de Roland Paul, président de GSE, une des pépites de l'économie du département basée à Avignon) s'est positionné très tôt sur sa volonté de briguer la présidence de la CCI 84. Conscient des enjeux d'apaisements indispensables à un retour de la bonne marche dans la gouvernance de la chambre vauclusienne, le choix de la très consensuelle mais affirmée Anne Benedetti, ancienne présidente du Medef en 2018 (voir encadré 'Portrait : Qui est Anne Bendetti ?') est apparu comme une évidence. Suffisamment en tout cas pour que l'U2P 84 (Union des entreprises de proximité) rejoigne la dynamique avec une petite dizaine de candidats sur les 34 membres de la liste d'Anne Benedetti.

La première présidente de la CCI de Vaucluse depuis près de 130 ans !

Si Anne Benedetti est élue, elle sera la première femme à exercer la fonction de présidente de la CCI de Vaucluse depuis la création des chambres en 1898. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle sera la seconde à occuper ce siège après Nicole Peloux dans les Alpes de Haute-Provence entre 2010 et 2016. Anne Benedetti devrait être la 15e présidente d'une CCI en France.

De son côté, la CPME de Vaucluse n'a pas souhaité présenter de candidat sur cette liste. En effet, la première organisation patronale du département était dans une phase de transition lors de la constitution de la liste après le départ de Bernard Vergier, son président historique, et l'arrivée de son successeur, Denis Duchêne. De plus, l'organisation patronale qui vient de changer de nom au niveau national en devenant 'Les entrepreneurs' n'a pas forcément vu l'intérêt de participer à une mandature d'une durée aussi courte. Pour autant, la CPME 84 a décidé de jouer collectif et, même si elle n'est pas 'dedans', la confédération vauclusienne a annoncé soutenir la candidature d'Anne Benedetti.

« La garantie : c'est l'honnêteté. »

Nordine Saihi, président de l'U2P 84

« C'est historique qu'en Vaucluse les organisations professionnelles officialisent leur union, se félicite Nordine Saihi, président de l'U2P 84. A terme, il faut espérer que la CPME nous rejoigne car nous avons

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

tous à y gagner », insiste celui qui, avec William Baud, fait figure de rescapé de la précédente mandature. « Aujourd'hui, nous n'avons plus d'étiquette. Nous sommes là pour l'intérêt général », poursuit le président de l'U2P de Vaucluse.

Interrogé sur le fait que ses représentants ont auparavant démissionné deux fois, entraînant chaque fois la mise sous tutelle de la CCI84, suite à des décisions pourtant votées en assemblée générale, Nordine Saihi se justifie lorsqu'on lui demande s'il y aura une troisième fois : « La garantie : c'est l'honnêteté. Si je n'étais pas sorti, cela voulu dire que je serais resté malgré moi, malgré mes convictions, malgré mon intégrité. Et à partir de là, j'aurais été dans de l'hypocrisie. Je reste persuadé qu'en ayant agi de la sorte je suis honnête avec moi-même et honnête avec les personnes qui nous ont donné mandat et qui, effectivement, se sont retrouvées dans une histoire qui n'était pas digne d'être une histoire commune. »

Une élection, mais pour quoi faire ?
« Cette mandature sera très courte rappelle Roland Paul. Cela devrait durer environ un an avant qu'il y ait de nouvelles élections générales (ndlr : prévue officieusement à ce jour pour l'automne 2027). Nous serons donc essentiellement là pour gérer les affaires courantes, apprendre à se connaître, et puis travailler sur la feuille de route de la mandature suivante avec la CPME si elle le souhaite. »
Plusieurs dossiers nécessiteront cependant d'être traités prioritairement, à commencer par le restaurant bistronomique le Quai des saveurs placé en redressement judiciaire le 7 mai dernier et fermé depuis le début du mois.
« Actuellement, il y a une commission d'administration provisoire qui a décidé d'ouvrir une procédure de redressement judiciaire, précise Anne Benedetti. Une nouvelle audience aura lieu en juillet pour savoir s'il y a d'éventuels repreneurs sur les rangs. »

Quid de Nextech et de la DSP de l'aéroport ?
Si le sujet du Quai des saveurs semble en cours de règlement, d'autres dossiers qui avaient cristallisés les désaccords lors de la précédente mandature de Gilbert Marcelli sont toujours sur la table : la reprise de l'école Nextech et la DSP (Délégation de service publique) de l'aéroport d'Avignon.
Pour Nextech, l'établissement de formation industrielle de la CCI basé dans la zone d'Agroparc, Anne Benedetti est catégorique : « La mission d'une CCI, c'est aussi former nos jeunes. Après l'éducation nationale, les CCI sont le deuxième formateur en France. Nous avons plus de 1 000 apprenants actuellement. Donc Nextech, cela fait partie de notre rôle. »

> « Concernant la DSP de l'aéroport, il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

« Concernant la DSP de l'aéroport, j'aurais bien aimé que ça reste ici, regrette le patron du Medef local. Les dés sont un petit peu jetés avant que l'on arrive puisqu'il y a eu un appel d'offres où la CCI Vaucluse n'est pas en première ligne. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

« Elle aurait pu, mais elle n'y sera pas, insiste Roland Paul. Il y a deux structures qui ont répondu. Il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »
Pas si sûr cependant, car la Région Sud, propriétaire de l'aéroport de la cité des papes qui en délègue la gestion, a retiré quelques jours avant son terme l'accès à la consultation de cette DSP sur Sud Marchés publics, sa plateforme d'appels d'offre. Une irrégularité (volontaire ?) qui offre cependant la possibilité d'entraîner la nullité de la procédure en cas de recours.

Portrait : Qui est Anne Benedetti ?
« Les gens me connaissent, ils savent que je suis très attachée au Vaucluse », rappelle Anne Benedetti, dirigeante de la société avignonnaise familiale de BTP Benedetti SA spécialisée dans les façades. En effet, faute de liste concurrente, celle qui devrait être sans coup férir la future présidente de la CCI de Vaucluse est très impliquée dans la vie locale. Anne Benedetti est, entre autres, administratrice de la Fédération du bâtiment de Vaucluse depuis 2010, marraine de la fondation 'Un avenir ensemble' de la grande chancellerie de la légion d'honneur en Vaucluse, administratrice de la zone d'activité de Fontcouverte à Avignon depuis 2014, administratrice et trésorière du Geiq BTP 84 depuis 2013, membre du CESER Paca depuis 2023… En décembre dernier, elle a reçu le prix de dirigeante de l'année pour les actions RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) menées dans le cadre du club des entreprises qui s'engagent en partenariat avec Face Vaucluse et les services de la préfecture de Vaucluse.
Au niveau national, Anne Benedetti est aussi administratrice à la SMABTP-vie depuis 2018 ainsi qu'à l'assurance l'Auxiliaire depuis 2019.

Le défi de la transmission d'entreprise à relever
Durant ce court mandat, la future présidente entend aussi mettre immédiatement l'accent sur la problématique de la transmission des entreprises.
« A l'heure actuelle, 56% des chefs d'entreprises de la région ont plus de 60 ans alors que la moyenne nationale est de seulement 41%, indique Anne Benedetti. Dans les 10 ans cela va devenir un sujet majeur, particulièrement dans le Vaucluse. Il y a des personnes formidables au sein des services de la CCI qui ont le rôle d'appuyer et d'accompagner les entreprises dans ces démarches de transmission. Encore faut-il que les entrepreneurs aient conscience qu'ils arrivent à un âge où ils doivent se préparer à passer la main. »

> « Les problèmes, je les règle les uns après les autres. »
>
> *Anne Benedetti*

Des problèmes internes à régler également
Au-delà de cette actualité, la nouvelle gouvernance devra gérer quelques autres sujets épineux concernant le fonctionnement interne propre à la CCI de Vaucluse. Des accusations de harcèlement et même de racisme, des dénonciations anonymes auprès du Comité social et économique de la CCI Paca, des procédures disciplinaires pour fautes lourdes en suspens…

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

« La justice fera ce qu'elle a à faire et nous prendrons acte de ce qui sera indiqué », précise sobrement Anne Benedetti.

Peu favorable à un audit externe, Roland Paul prône plutôt un bilan interne de la situation.
« C'est certain qu'il faut savoir où nous en sommes avant de pouvoir définir le cap que nous voulons suivre, explique-t-il. Je m'attends surtout à rencontrer une équipe qui a d'énormes capacités pour aider les entreprises. Des gens qui actuellement ont été montrée du doigt en raison de la mise sous tutelle. Je pense qu'il y a la possibilité de remettre en route un système qui a tout pour fonctionner. Je n'ai pas de doute là-dessus. »
« Je suis une chef d'entreprise avant tout, complète Anne Benedetti. Donc les problèmes, je les règle les uns après les autres. Et puis, je suis très bien entourée. J'ai cette chance-là. »

> « Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal. »
>
> *Nordine Saihi, président de l'U2P 84*

« Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal, rappelle pour sa part Nordine Saihi. On a un territoire pauvre. Aujourd'hui, nous avons une CCI qui a de nombreux outils d'accompagnement et d'aide aux chefs d'entreprise. Nous sommes là pour l'intérêt général. On essaie vraiment de faire au mieux et d'avancer dans ce sens-là.

L'enjeu ? reconnecter les entrepreneurs avec la CCI
« L'histoire a fait que les chefs d'entreprise sont malheureusement assez loin des CCI, regrette Roland Paul. Pourtant, il y a vraiment une capacité de fonctionnement et d'accompagnement. Nous serons donc là avant tout pour prendre en compte les demandes des entreprises et répondre à leurs besoins. »

« Il faut aussi savoir qu'en Vaucluse nous avons un écosystème particulier. Plus de 70% des entreprises du département ne dispose d'aucun salarié. Ce sont des gens qui travaillent très seuls alors l'on sait tous que pour bien fonctionner, il faut travailler ensemble. Il va donc falloir résoudre cette équation qui n'est pas simple. »

> « Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »
>
> *Anne Benedetti*

« Dans les cas, poursuit Anne Benedetti, nous serons là pour apaiser la gouvernance et rétablir la confiance. Nous allons recentrer la CCI sur ses missions essentielles : appui aux entreprises, formation,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

équipements ainsi que de renforcer son influence auprès des collectivités et du réseau consulaire. Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »

Laurent Garcia

La future présidente compte sur le soutien des maires de Vaucluse
« Dans un contexte exceptionnel marqué par la mise sous tutelle préfectorale de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, des élections doivent être organisées dans des délais particulièrement contraints », rappelle Anne Benedetti dans un courrier adressé aux 151 maires de Vaucluse.

« Dans ces circonstances, il aurait sans doute été plus simple de ne rien faire, poursuit-elle. D'attendre. D'observer. De laisser passer le temps jusqu'au renouvellement général de 2027. Mais nous avons fait un autre choix, celui de prendre nos responsabilités, celui d'agir, malgré les contraintes, celui de nous engager pleinement pour la CCI et, au-delà, pour les entreprises et les entrepreneurs de Vaucluse. Car nous sommes convaincus que c'est dans les moments difficiles que se révèlent les véritables engagements et les capacités à agir. Ne rien faire, attendre un contexte plus favorable, ce n'est pas la conception que nous avons de la responsabilité économique territoriale. »

Toujours en s'adressant aux élus locaux, elle conclut : « Dans cette période clé pour l'avenir économique de notre département, je souhaite pouvoir compter sur votre soutien. Votre relais, votre écoute et lorsque vous le jugerez opportun, votre appui auprès des acteurs économiques de votre commune seront déterminants pour donner à cette démarche l'élan et la légitimité nécessaires. Nous serons pleinement mobilisés pour travailler en lien étroit avec les élus locaux, partenaires indispensables de la vitalité économique de nos territoires. Nous serons donc à leurs côtés pour les accompagner et pour œuvrer dans la même direction. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Partenariat Initiative Terres de Vaucluse et GSE : la force du collectif au service du territoire



La plateforme Initiative Terres de Vaucluse vient de renouveler sa convention de partenariat avec le groupe avignonnais GSE. L'occasion pour les 'patrons' des deux structures de rappeler leur attachement viscéral au développement de leur territoire ainsi que de porter un message de confiance pour tous les entrepreneurs locaux en cette période d'incertitude.

Le premier, Christophe Emprin, est le président d'Initiative Terres de Vaucluse depuis 2018. C'est aussi le dirigeant de Pack Solutions, une société de gestion de portefeuilles de produits de prévoyance et

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

d'assurance implantée aux Angles, l'une des plus importantes entreprises du Gard avignonnais.
L'autre c'est Roland Paul, le président du groupe GSE, l'une des pépites avignonnaises de l'économie vauclusienne et l'un des plus anciens partenaires privés de la plateforme d'accompagnement et de financement. Ensemble, ils viennent de renouveler leur partenariat afin de faciliter le soutien des porteurs de projets, des créateurs ou des repreneurs d'entreprise par Initiative Terres de Vaucluse. Objectif : participer au développement économique du territoire.

32,3M€ injectés dans l'économie vauclusienne par effet de levier en 2024
Pour y arriver, il faut reconnaître que la structure créée en 1998 sous l'impulsion de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, du Département du Vaucluse, de collectivités locales, de la Caisse des Dépôts ainsi que de chefs d'entreprises et de partenaires bancaires ne chôme pas.

En 2024, la trentaine de collaborateurs du réseau dirigé par Hicham Bourohi, épaulés par 250 bénévoles (voir encadré), a accompagné 809 porteurs de projet. Parmi eux, 442 ont été financés cette année permettant la création ou le maintien de 643 emplois. Pour cela, il aura fallu mobiliser près de 4 M€ de prêts d'honneur, générant par effet de levier 32,3M€ dans l'économie locale via la participation des établissements financiers et l'apport des entrepreneurs.

> « Il y a beaucoup d'énergie dans ce territoire Terres de Vaucluse. »
>
> *Christophe Emprin, président d'Initiative Terres de Vaucluse*

« Il y a beaucoup d'énergie dans ce territoire Terres de Vaucluse, constate Christophe Emprin. Il y a énormément d'énergie créatrice et d'énergie innovante. Simplement, il faut aller la débusquer, aller la chercher dans les moindres recoins : dans les territoire ruraux, urbains, les quartiers de la politique de la ville… »
Pour faire ce travail de terrain, outre son siège du Pontet, Initiative Terres de Vaucluse s'appuie aussi sur ses antennes et points d'accueil d'Orange, Sorgues, Avignon, Cavaillon, l'Isle-sur-la-Sorgue, Lourmarin et Apt afin de mailler le département.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Christophe Emprin, président d'Initiative Terres de Vaucluse, et Roland Paul, président de GSE lors de la signature de leur renouvellement de partenariat. Crédit : Echo du mardi/LG

« Notre réseau est au plus proche des porteurs des projets, poursuit le président d'Initiative Terres de Vaucluse. Cette notion de proximité et d'ancrage, c'est qui donne confiance aux porteurs de projets quand ils viennent auprès de nous trouver des réponses. Au-delà même des solutions de financements, ils viennent aussi chercher un accompagnement humain. Parce que l'entreprise n'est rien sans l'humain. Cela peut paraître une évidence, mais l'entreprise doit toujours être à hauteur d'homme car les projets ne fonctionnent que parce qu'il y a des femmes et des hommes qui y sont impliqués. »

> « Quand on prend soin de l'humain, on reçoit beaucoup en échange. »
>
> *Roland Paul, président de GSE*

« Il y a deux ans, nous avons décidé de devenir une entreprise à mission, confirme Roland Paul, président de GSE. Pour cela, nous avons interrogé nos salariés pour savoir ce qu'était notre mission. Il est ressorti trois points essentiels. Le premier, c'était de concevoir et bâtir dans le respect de la nature avec la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

nécessité absolue de faire attention à son environnement. Le deuxième, c'était de prospérer en prenant soin de l'humain. Quand on prend soin de l'humain, on reçoit beaucoup en échange. Enfin, le troisième point, c'était d'être au service des territoires. Parce qu'on ne fait rien, si on n'est pas correctement installé dans les territoires. Et pour faire partie de cet écosystème il faut échanger avec lui. »

S'adapter à la réalité du terrain

Si Initiative Terres de Vaucluse donne accès à de très nombreux dispositifs d'actions, Christophe Emprin rappelle que le rôle la plateforme qu'il préside « est de s'adapter à chacune des particularités du territoire où elle intervient. Parce qu'évidemment quand vous êtes dans une commune rurale dans le Luberon ou quand vous êtes dans un quartier difficile d'Avignon ou de Cavaillon, ou que vous êtes en train de redynamiser les commerces d'un centre-ville on ne peut pas proposer la même offre. Notre boulot c'est donc d'imaginer les bons dispositifs appliqués à chacune des spécificités du territoire. »

« Ne pas se couper de ses racines a beaucoup de sens, insiste la patron de GSE afin de souligner son attachement à son territoire. C'est à la fois affectif de vouloir développer son propre territoire, mais c'est aussi faire preuve de pragmatisme car une entreprise, c'est comme l'humain, ce sont les mains tendues qui font que l'on se développe. Ici, il y a beaucoup de mains tendues, c'est pour ça que je suis très heureux d'être dans ce territoire. D'ailleurs, lorsque que nous avons été repris il y a 6 ans par le groupe allemandt Goldbeck, ils nous ont dit : 'GSE c'est une entreprise qui a les pieds dans la terre et qui a les pieds dans le territoire'. Nous, nous sommes développés qu'avec des gens proches des territoires. »

> « Un territoire est sinistré quand il est désuni, quand il est désorganisé. »
>
> *Christophe Emprin*

« On dit souvent que le Vaucluse est une zone sinistrée, rappelle Christophe Emprin. Pourtant, je pense qu'aucun territoire, quelle que soit sa position géographique, est totalement sinistré. Il l'est quand il y a désunion, quand il est désorganisé. Quand il n'y a pas cette volonté de faire ensemble qui, pour moi, est un critère essentiel. J'ai une conviction : aucun écosystème ne peut fonctionner seul. Un réseau associatif seul ne peut pas vivre, que ce soit dans un domaine social, culturel ou économique. Une collectivité territoriale ne peut tout faire toute seule, surtout dans un contexte de paupérisation des fonds publics. Les entreprises, grandes et petites ne peuvent pas fonctionner seules, elles ne sont pas hors sol. Ce qui fonctionne sur notre territoire c'est justement, qu'à un moment donné, ces différents écosystèmes, entreprises et grandes entreprises, collectivités territoriales et collectivités publiques, réseaux associatifs ont décidé de faire ensemble, d'additionner leurs forces, leurs énergies et leurs idées pour faire en sorte que ce territoire se développe. »

Le plus ancien partenaire privé

Afin de renforcer son action, Initiative Terres de Vaucluse a donc renouvelé son partenariat avec GSE, qui constitue le plus ancien partenaire privé de la plateforme d'accompagnement. A ce titre, l'entreprise avignonnaise apporte donc une participation financière (dont les deux tiers sont fiscalement déductibles) ainsi qu'un accompagnement humain des porteurs de projets.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

97% de taux de pérennisation

Les porteurs de projet accompagnés par Initiative Terres de Vaucluse affichent un taux de pérennité de 97% à 3 ans. Au niveau national, une entreprise sur deux non-accompagnées n'atteint pas sa 3e année d'existence. A 5 ans, ce taux de survie est encore de 95% pour les projets soutenus par Initiative Terres de Vaucluse qui figure parmi les 206 plateformes du réseau Initiative France, 1er réseau d'accompagnement et de financement de la création, reprise et développement d'entreprises.

« Les partenariats privés prennent encore plus de sens aujourd'hui qu'hier, assure Christophe Emprin, car les fonds publics vont avoir tendance à se tarir. Il faut donc que l'on pérennise et que l'on équilibre nos financements et notre fonctionnement. Ce partenariat avec GSE, le partenaire privé le plus ancien du réseau, s'inscrit dans cette histoire de confiance faite pour s'inscrire sur la durée. Un contrat de confiance dans le temps qui rassure nos porteurs de projets, nos financeurs et finalement tout l'écosystème de notre territoire. »

> « La réussite, ce n'est pas qu'un chiffre d'affaires. »
>
> *Roland Paul*

« Les gens font confiance aux entreprises, souligne Roland Paul, également président du Medef de Vaucluse. Aujourd'hui, plus de 60% des français font confiance à l'institution entreprise. C'est largement plus que pour l'institution politique. C'est bien dommage, mais c'est une réalité. Nous avons donc un vrai devoir en matière de développement car on nous fait confiance pour relever les défis économiques et les défis sociaux. »

« La réussite, ce n'est pas qu'un chiffre d'affaires qui monte au ciel, poursuit le patron de GSE. La réussite c'est d'avoir des clients satisfaits parce que l'on a fait du bon travail. La réussite, c'est d'avoir des salariés satisfaits. »

> « Il existe encore des acteurs qui croient profondément dans la force du collectif. »
>
> *Hicham Bourohi, directeur d'Initiative Terres de Vaucluse*

« Il est essentiel de rappeler qu'il existe encore des acteurs qui croient profondément dans l'avenir, dans la responsabilité, dans la force du collectif, remarque Hicham Bourohi, directeur d'Initiative Terres de Vaucluse. Ce partenariat est plus qu'une signature. C'est aussi un message d'espoir, adressé par deux hommes qui partagent une vision commune, celle du développement durable, humain et ambitieux. Deux dirigeants qui, chacun à leur manière, incarnent la confiance dans l'avenir et la volonté d'agir ici, sur ce territoire qu'ils connaissent et qu'ils aiment. Un message adressé à tous les entrepreneurs, notamment du département de Vaucluse, qui créent, qui innovent, qui embauchent et qui chaque jour participent à faire vivre notre économie locale. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

L.G.

Un soutien sans faille des bénévoles
Le réseau Initiative Terres de Vaucluse peut compter sur le soutien de plus de 250 bénévoles. Au travers de réunions techniques, de comité d'agréments, d'ateliers de travail ou bien encore d'ateliers thématiques ces derniers rencontrent et conseillent les porteurs de projets ou les jeunes entrepreneurs.
« C'est dans ces moments-là, durant les 3 premières années de leur activité surtout, que ces personnes ont besoin le plus d'être entourées, insiste Christophe Emprin, président d'Initiative Terres de Vaucluse. Durant cette période où vous n'intéressez absolument pas les banques et les fonds d'investissement. Quand on est dans une espèce de no man's land dans l'accompagnement financier. C'est là, qu'il faut de l'accompagnement, du conseil, de l'attention, de la bienveillance et parfois tout simplement du soutien psychologique pour traverser cette période difficile. C'est ce que font nos bénévoles au quotidien. »

GSE fait briller la région Sud à Choose France

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



À l'occasion du sommet Choose France qui vient de se tenir à Paris, le président de la République a dévoilé les projets d'investissement français sur l'ensemble du territoire national en 2025. Parmi eux, 8 projets annoncés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un investissement de près de 2 milliards d'euros, dont celui du Vauclusien GSE.

'Choose France – édition France', la première édition de cet événement vient de se tenir à la maison de la chimie à Paris. A cette occasion, le président de la République, le Premier ministre et le Gouvernement ont réunis 200 start-ups, PME, ETI, grandes entreprises et financeurs privés qui ont choisi d'investir en France en 2025. Parmi eux, 8 projets annoncés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un investissement de près de 2 milliards d'euros.

GSE, le spécialiste de l'immobilier d'entreprise basé à Avignon, fait partie de ces entreprises de la région à avoir été mis à l'honneur. Tout particulièrement pour son acquisition en octobre 2025 de Critical Building, société de 45 employés experte du développement de projets de data center.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

GSE rachète Critical Building, société experte en data center

« Cette opération permet à GSE de devenir un acteur européen de référence pour la conception et la construction de data centers, qui répond aux enjeux d'innovation, de performance et de sécurisation des données qui caractérisent le marché », se félicite Bernard Kleynhoff, conseiller régional Paca et président de Rising Sud, l'agence de développement économique de la Région Sud. Cette première édition française de Choose France témoigne du dynamisme et de l'audace des entreprises françaises, dans un contexte difficile. Aux côtés de l'État, des collectivités et des entrepreneurs, nous faisons le pari d'une France qui crée, qui innove, qui embauche et qui rayonne. En région Sud, nous croyons fermement que l'investissement de nos entreprises est la condition de notre souveraineté industrielle, technologique, sanitaire… et un signal fort pour notre attractivité. »

« Choose France : cette rencontre du monde politique et du monde économique est une très belle initiative, explique Roland Paul, le président de GSE dont l'entreprise célébrera son cinquantenaire l'année prochaine. Il est indispensable de se rencontrer et d'échanger pour valoriser l'attractivité et l'investissement en France. Je suis fier d'avoir représenté GSE pour cette première édition, parmi 200 entrepreneurs et investisseurs français, à l'initiative du président de la République, du Premier ministre et du Gouvernement. »

> « Ces investissements en région Sud sont une très bonne nouvelle pour notre économie locale et pour l'emploi. »
>
> *Renaud Muselier, président de la Région Sud*

« Ces investissements en région Sud sont une très bonne nouvelle pour notre économie locale et pour l'emploi, complète Renaud Muselier, président de la Région Sud. Ici en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le développement durable crée de l'emploi, l'industrie se décarbone et l'innovation se développe. Grâce à la mobilisation de Rising Sud et de nos partenaires, nous faisons de la région un moteur de la réindustrialisation française. »

La France séduit les investisseurs étrangers

A l'heure où la France est le pays européen le plus attractif pour les investissements étrangers pour la 6e année consécutive, « Choose France est l'occasion d'échanger et de valoriser les annonces récentes et nouvelles d'investissement dans notre pays : installations ou extensions majeures de nouveaux sites industriels, investissements dans une entreprise française ou contractualisations d'ampleur avec un fournisseur ou un partenaire français, explique la Direction générale des entreprises pour le compte du Gouvernement. Ce sont les succès de ces entreprises, de leurs dirigeants et de tous les salariés qui sont mis en avant. »

En effet, si les sommets Choose France destinés aux entreprises étrangères sont organisés depuis 2018,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

l'édition France entend aussi désormais célébrer les entreprises françaises qui sont le moteur de l'attractivité hexagonale.

L.G



Les collaborateurs de GSE se sont mobilisés pour octobre rose
A l'occasion de l'opération octobre rose les collaborateurs de GSE ont organisé une vente caritative de gâteaux faits maison et un jeu concours. Durant cette journée, 1 191€ ont été collectés pour être intégralement reversés à la Ligue contre le cancer du Vaucluse.
« Cette initiative solidaire, reconduite pour la troisième année consécutive, illustre l'engagement de GSE et de ses équipes en faveur de la lutte contre le cancer du sein et du soutien aux femmes touchées par la maladie », explique GSE.

Le Medef & la CGT de Vaucluse : une vision

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

commune pour le département ?



En partenariat avec nos confrères de La Marseillaise, rencontre entre Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse, et Roland Paul, nouveau président du Medef Vaucluse. L'occasion pour les deux leaders syndical et patronal locaux de confronter leur conception du monde du travail et de l'entreprise. Si les deux représentants sont plutôt éloignés sur les sujets nationaux, comme les retraites tout particulièrement, ils affichent en revanche une vraie vision commune sur les sujets vauclusiens comme la LEO, le foncier économique ou bien encore le logement.

Quel est votre vision et votre attachement à ce que l'on appelle le modèle social Français ?
Frédéric Laurent : « Nous sommes effectivement très attachés à ce modèle même si l'on constate qu'il est très fortement mis à mal depuis quelques années. Notamment en matière de protection sociale des salariés avec des inégalités qui se creusent dans un département parmi les plus pauvres de France. Une précarité qui touche tout particulièrement un salariat très féminisé ainsi que beaucoup de familles monoparentales féminines. Je pense en tout cas, que les Vauclusiens, comme les Français, sont très attachés à ce modèle social de solidarité, de partage, d'un système qui permet à tous de s'en sortir, de lever la tête. Mais malheureusement, on le voit, il est attaqué sur le chômage, les retraites, l'emploi ou bien encore les conditions de travail. »
Roland Paul : « De par mes fonctions à GSE, j'ai l'occasion de travailler régulièrement dans différents pays. Et quand l'on se compare avec ces derniers, c'est certain que nous avons un bon modèle social. Un modèle auquel nous restons tous très attachés, c'est une réalité. Mais au-delà de cela, quand on regarde autour de nous on voit aussi que ce n'est pas seulement ce modèle-là qui est attaqué, c'est aussi la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

démocratie dans son ensemble. Jusqu'à preuve du contraire cependant, nous n'avons pas mieux fait que la démocratie. »

L'une des questions récurrentes liées à ce modèle social est : comment le finance-t-on ?
Frédéric Laurent : « Aujourd'hui, tous les éléments fondateurs de notre système social français, qui est envié dans le monde entier, font l'objet d'attaques multiples. On parle ici de la protection sociale ou de l'accès à la santé, mais il y a également la protection quand on perd un emploi. Donc la question essentielle, c'est la volonté d'agir sur le financement. Parce que l'on nous dit que cela coûte trop, mais regardons aussi comment mettre plus de recettes en face pour pallier ces dépenses. C'est pour cela qu'il faudrait aussi ponctionner là où il faut. Actuellement, le financement de la protection sociale repose sur la répartition, donc la cotisation que vous et nous, entreprises et salariés, mettons dans le pot commun pour la soutenir. Par contre, il y en a certains qui sont bien à l'abri. Pourquoi ne ponctionnerait-on pas les revenus colossaux du capital, comme on ponctionne un peu les salaires des deux parts, patronal et salarial ? Pourquoi, sur le régime des retraites, ne taxerait-on pas les entreprises qui refusent l'égalité homme-femme ? Cela rapporterait, je crois, 2,3 milliards d'euros par an. Il y a aussi tout un tas d'aspects sur certains éléments complémentaires au salaire qui ne contribuent pas au régime de l'éducation sociale. Les primes d'investissement, l'épargne salariale, l'épargne retraite… ne cotisent pas au même niveau que le salaire pur et simple. Pourquoi ne pas le faire rentrer ? Et puis, pourquoi pas augmenter un tout petit peu, 0,5% par exemple, la cotisation patronale. Cela créerait une dizaine de milliards par an. »

> « Il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

Roland Paul : « Il y a des choses fondamentales à financer dans notre pays, comme l'éducation ou la santé. Ce ne sont pas des dépenses, ce sont des investissements. En revanche, nous avons déjà les taux de prélèvement et d'imposition les plus élevés d'Europe. Alors je veux bien qu'il y ait tous ces débats sur la TVA sociale, sur l'imposition des riches afin de faire rentrer encore plus d'argent, mais je pense qu'il y a aussi un tri à faire dans les dépenses y compris dans les aides aux entreprises. Quand on ponctionne de plus en plus, on prend le risque de mettre les gens et les entreprises à genoux. Ponctionner la richesse du capital, c'est aussi prendre le risque que les gens s'en aillent. Au final, je pense que, plutôt que d'aller ponctionner et aller prendre plus d'argent pour en distribuer encore plus, il vaut mieux orienter correctement et un peu moins dépenser. Par ailleurs, quoi qu'on en dise nous sommes aussi en concurrence avec les autres pays. Et il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Frédéric Laurent
Après avoir fait une formation d'infirmier psychiatrique à l'hôpital de Montfavet, Frédéric Laurent 'est tombé dans la marmite' du syndicalisme quelques années après. Celui qui est arrivé sur Avignon à l'âge de 3 ans, a ensuite occupé plusieurs fonctions départementales ou nationales au sein de la CGT, notamment dans le domaine la santé. Durant ce parcours, il a été secrétaire départemental de la CGT 84 durant 30 ans avant de prendre, il y a 3 ans, la responsabilité de secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse qui compte près de 7 000 adhérents dans le département. Une fonction qu'il va quitter d'ici une quinzaine de jours. « Je retourne dans mon hôpital, pour exercer le métier que j'aime en attendant la retraite. Le plus tôt possible, je l'espère », dit-il malicieusement avec un sourire pour le président du Medef 84 assis à ses côtés.

Justement, comment concilier tout cela ?
Roland Paul : « Pour le financement des retraites, c'est simple : il a y une équation à résoudre concernant notre système de répartition. Quand on regarde le nombre de gens qui payent et ceux qui en ont besoin, cela ne marche pas. C'est clair qu'on ne peut pas financer de cette manière-là. Il y a donc quelque chose à faire, mais il n'y a pas 36 solutions. Il y a seulement 3 ou 4 paramètres où l'on peut agir. C'est soit travailler plus ou ponctionner plus. Mais dans ce cas on va gagner moins alors que les salariés et les retraités ont déjà du mal à vivre avec ce qu'ils ont. Il faut donc réfléchir à un nouveau modèle. Je ne sais pas ce qui va sortir des discussions actuelles sur le sujet, mais nous vivons de plus en plus vieux et en meilleure santé. Nous pouvons donc travailler quelques années de plus. Bien évidemment, il y a des métiers ou cela n'est pas possible et il faut voir cela au cas par cas. Au final cependant, quoi que l'on fasse, quand le nombre de gens qui payent est trop petit par rapport au nombre de gens qui reçoivent, la répartition ne fonctionne plus. C'est mécanique. Donc pour financer tout cela, nous risquons de devoir arriver à une certaine dose de capitalisation. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Frédéric Laurent : « Pour notre part, nous sommes opposés à l'idée de la capitalisation et nous restons très attachés au principe de la répartition. Par contre, nous sommes d'accord sur l'idée d'aller chercher de l'argent ailleurs mais nous ne sommes pas forcément entendus par le Gouvernement. Aujourd'hui, 73% des citoyens sont encore opposés à cette réforme qu'ils jugent néfastes. Travailler jusqu'à 64 ans, on ne le veut pas. Sur la question du vieillissement : il y a vieillir davantage en bonne santé, et il y a aussi la dégradation que nous constatons depuis quelques années. L'accès à la santé est tel aujourd'hui que beaucoup de salariés renoncent à se soigner et vieillissent avec des pathologies qui n'existaient plus. Qui vieillissent avec des maladies professionnelles apparaissant parce qu'ils se soignent moins bien. On va plus chez le dentiste parce que déjà, pour trouver un rendez-vous, c'est catastrophique. On peut travailler plus mais dans qu'elles conditions ? »

A l'heure où la fidélisation des salariés et les difficultés de recrutement constituent un enjeu majeur pour les entreprises, ces conditions de travail sont déterminantes dans le cadre de la fidélisation de ce capital humain ?

Roland Paul : « Je pense profondément qu'une entreprise ne peut marcher que si ses salariés s'y sentent bien. Il y a des sociétés qui fonctionnent en prenant les gens pour des imbéciles, mais ce n'est pas durable. Je le dis souvent, pour qu'une boîte se porte bien, il faut avoir des clients et des salariés satisfaits. Qu'est-ce qui fait que les gens sont bien dans une entreprise ? Bien sûr, que nous allons tous travailler pour être payé. Si tu n'es pas payé correctement, cela ne marche pas. Ça fait partie de l'équation, mais ce n'est pas le seul élément. Il faut également donner des responsabilités aux salariés, leur faire confiance, les respecter et les reconnaître dans ce qu'ils font. Avoir des beaux locaux c'est bien aussi, mais c'est annexe. Chez GSE, nous avons notamment mis en place des accords de participation et d'intéressement. Cela veut dire que quand la boîte va bien, elle partage. Si à cela, on rajoute l'aspect fondamental du développement durable et de la vision sociétale, ton entreprise réunit toutes les bases de son développement. Autant d'éléments qui font que les gens restent un peu plus chez toi plutôt que de partir dans d'autres sociétés. A l'inverse, si on considère l'humain comme une variable d'ajustement, comme une machine, on se trompe complètement. Et au plus on ira dans cette direction, plus on fera fausse route. »

> « Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver. »
>
> *Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse*

Frédéric Laurent :« Je suis entièrement d'accord. D'abord, il y a la question salariale qui est essentielle. Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver, etc. Aujourd'hui, la hauteur des salaires dans beaucoup d'entreprises n'est pas suffisante pour pouvoir parer aux besoins fondamentaux. Oui, je pense que les salaires sont nettement insuffisants dans le pays et plus particulièrement en Vaucluse où l'on dénombre beaucoup de personnes en dessous du salaire médian. Ensuite, il y a la question des conditions de travail et du bien-être au travail. On le constate dans toutes les entreprises et les administrations où nous sommes implantés : quand les conditions de travail sont

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

mauvaises, quand il n'y a pas ce respect des salariés, il faut qu'il y ait cet échange, ce dialogue social à tous les échelons. Il y a quelques années, on avait des groupes de travail entre organisations syndicales, le Medef, la CPME… On arrivait à avancer, en évitant notamment les conflits. Peut-être qu'il n'y en a pas beaucoup dans votre entreprise, mais nous voyons une recrudescence de conflits dans beaucoup d'entreprises de tout type, des très grosses, des petites, des artisans… Cela est souvent lié au fait qu'il n'y a pas la volonté d'appliquer les conditions de travail : 'c'est bosse et tais-toi'. Alors que le respect du salarié, c'est la base des bases, comme le respect des patrons et des cadres. Pourquoi avons-nous des viviers d'entreprises où il y a autant de conflits qui partent aux prud'hommes ? Où il y a impossibilité de discuter. Est-ce parce qu'il n'y a pas de syndicats et de délégué syndical qui peuvent jouer ce rôle de tampon ? La citoyenneté au travail est un manque crucial dans notre pays. Salariés et employeurs ne sont pas les pires ennemis du monde même si nous sommes dans une société où l'on cherche plus à se quereller qu'à essayer de construire ensemble. Même si nous avons des exemples de répression syndicale dans quelques entreprises, nous devons favoriser le dialogue en construisant des passerelles afin d'éviter les conflits surtout dans toutes ces entreprises qui sont privées de représentants ou qui sont privées de volonté de dialogue de part et d'autre. »

Festival Off d'Avignon, quand la CGT spectacle met les pieds dans le plat

Cette détérioration de cette citoyenneté au travail c'est elle accentuée avec la crise sanitaire du Covid ?

Frédéric Laurent :« C'est clair qu'il y a eu un grand mouvement de bascule avec une prise de conscience de vouloir 'vivre autrement', de donner 'une chance' à sa vie. On l'a constaté dans la tête des salariés. Certains ont complètement changé de métier, parfois par dégoût, comme les professionnels des hôpitaux par exemple. On nous applaudissait tous les soirs, mais derrière cela a été une catastrophe. A l'inverse, dans les entreprises où on était bien, je pense qu'il y a eu un véritable attachement. L'adaptation au télétravail a été aussi un bon point pour les salariés et pour les entreprises qui en avaient besoin. Par contre, il est nécessaire que l'on réinstaure des liens au travail pour améliorer les conditions de travail. Tout ça, cela passera par le dialogue que nous essayons d'avoir ensemble. Car il est clair que les rapports sociaux au travail, c'est primordial. »

Roland Paul : « Effectivement, avec le confinement il y a les gens qui se sont aperçus qu'ils ne pouvaient plus être dans le métier dans lequel ils étaient avant. Ils sont allés dans d'autres secteurs d'activité et se sont aperçus que c'était mieux. Pour le télétravail, moi je l'ai pris avec précaution car chez GSE notre boulot on ne pouvait pas l'arrêter. En plus, je pensais que si le pays complet se mettait au chômage, à la fin on en crèverait car on ne peut tirer sur la bête indéfiniment. Sur le télétravail, je suis convaincu qu'une société c'est autre chose que plein de gens qui travaillent. C'est avant tout des personnes qui travaillent en commun sinon tu n'as pas de société. Nous, nous arrivons à faire projets car nos collaborateurs 'bossent' ensemble, ils confrontent les idées. Cela ne marche pas seul devant un écran car nous sommes des 'bêtes à sang chaud'. Nous avons besoin de nous sentir. Là où il y un problème,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

notamment de climat social, c'est quand les gens n'ont pas envie d'aller au travail. Quand ils y sont malheureux. Chez nous, en moyenne il y a 1 jour de télétravail autorisé. Nos salariés l'utilisent seulement à 40%. »



Roland Paul
Originaire de Beaumont-du-Ventoux, Roland Paul est le président de GSE. Après avoir travaillé quelques années à Lyon, puis à Nice, il a intégré il y 28 ans les équipes de GSE en tant qu'ingénieur de projet. « J'y ai fait à près tous les boulots » avant d'en devenir président il y a une dizaine d'années.
Côte syndicalisme, Roland Paul est le nouveau président du Medef 84 depuis quelques mois. « C'est un mandat de 3 ans que j'ai accepté pour participer au développement du Vaucluse et de son économie », explique celui qui a été aussi délégué syndical CFTC au sein de son entreprise et qui vient de recevoir l'Ordre national du mérite des mains de Bertrand Gaume, ancien préfet de Vaucluse.

On parle beaucoup de réindustrialisation de la France : comment voyez son développement en Vaucluse et avec quel foncier ?
Roland Paul : « Je peux en parler en toute connaissance de cause puisque c'est mon métier. Chez GSE, nous avons construit un certain nombre d'usines et je peux vous affirmer que ces projets voient le jour là où il y a du foncier et des terrains disponibles ainsi que là où tous les acteurs économiques locaux sont alignés : le maire, le président de la communauté de communes, le préfet, le patron de la Région, les services de l'Etat… Si tout le monde est là en disant 'on va construire ici', on peut aller assez vite même si nous sommes en France où cela est parfois un peu compliqué. Moi, j'ai connu un certain nombre de gens qui arrivaient dans le Vaucluse et qui voulaient s'installer. On n'a pas trouvé de terrain et ils sont repartis sans créer d'emplois pour les Vauclusiens. Je discute aussi avec des entreprises du département

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

qui veulent s'agrandir pour répondre à leurs besoins de développement. Ils ne peuvent pas non plus car il n'y a pas de place. Nous avons donc un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. Il est impératif d'y travailler, là aussi, avec tous les acteurs économiques à développer ce foncier économique. Tout cela, c'est pour créer de l'emploi et de la richesse pour les habitants de ce territoire. Dans cette optique, nous travaillons avec la CCI 84, le Département, la Région ou bien encore l'Etat sur ce sujet dans le cadre des assisses du foncier qui se tiendront le 19 juin prochain au campus de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse. On doit donner la priorité à la réindustrialisation. »

> « Nous avons un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. »
>
> *Roland Paul*

Frédéric Laurent : « Le foncier industriel est une problématique majeure dans le département. Surtout lorsque l'on constate que 10% de l'économie vauclusienne est générée par l'industrie, 52% par le secteur tertiaire et 30% par le commerce. Certes, cela est dû au positionnement de notre département, au carrefour de l'Italie, de l'Espagne et de la Vallée du Rhône, qui favorise l'implantation du commerce, des services et des plateformes logistiques. Oui, il y a besoin d'une réindustrialisation et il faut que tous acteurs locaux y participent. Pour cela, il faut débloquer du foncier pour pouvoir agrandir des entreprises ou en accueillir de nouvelles. Cela doit aussi passer par un nouvel aménagement du territoire, intégrant tout particulièrement la problématique des transports. Moi, je viens de Courthézon. C'est à seulement 21 km, mais ce matin j'ai encore mis 58 minutes pour venir travailler. Si j'habite à Courthézon et que je veux y travailler, je ne vois pas où je pourrais le faire. Pourquoi, n'y a-t-il pas d'entreprises dans certaines localités ? Parce qu'il n'y a pas de services publics à la hauteur, parce qu'il n'y a pas d'écoles qui répondent aux besoins. Parce que l'employeur, s'il implante une usine quelque part, il veut que ses salariés puissent avoir un hôpital pas trop loin, qu'ils puissent mettre ses enfants à l'école sans avoir à faire trop de route pour les y emmener parce qu'il n'y a pas ou peu de transports collectifs. Tout ça pour éviter que les gens arrivent fatigués et énervés. La question du retour des industries dans notre département est liée à tous ces facteurs-là. Créer du foncier pour pouvoir réimplanter des industries et renforcer notre attractivité avec des services publics qui répondent aux besoins autant des salariés que des employeurs. Il faut enfin prendre en compte les besoins de formations. Les métiers du cartonnage, qui était une industrie phare du département, ont tous disparu. Il n'y a plus de formation au métier du cartonnage alors que nous avons encore des savoir-faire colossaux sur Valréas, sur tout le bassin de l'Isle-sur-Sorgue avec les industries du papier aussi. Il y a des choses à travailler ensemble sur ces questions. Quand on voit également que le Vaucluse est un important producteur de fruits et légumes qui partent être transformés dans d'autres départements voire d'autres pays, alors que l'on sait faire tout cela ici. Il nous faut des industries qui permettent à nos salariés d'atteindre d'autres niveaux de qualification et de rémunération. »
Roland Paul : « Un emploi dans l'industrie en génère quasiment 3 sur son territoire. Effectivement, on produit des tomates mais on pourrait en produire 3 fois si nous avions les industries de transformation à côté. Cela a du sens, notamment en termes de développement durable. »
Frédéric Laurent : « Produire et traiter les produits ici, cela impacte favorablement l'environnement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

quand on voit le nombre de camions qui traversent ce département, ne serait-ce que sur la rocade, par exemple. »

> « La LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. »
>
> *Frédéric Laurent*

C'est l'occasion de parler des mobilités que vous avez déjà abordé en partie auparavant et notamment du dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest) ?
Roland Paul : « J'ai entendu que ce projet n'était pas spécialement voulu par tout le monde mais je crois qu'il y a un vrai intérêt à réaliser le contournement d'Avignon. Cela fait partie des éléments déterminants pour l'avenir de ce territoire. De GSE au centre-ville il y en au moins pour trois quarts d'heure. Il y a un vrai travail à faire. Et il faut qu'on le fasse maintenant parce que 2027, c'est trop tard puisque le DUP (Déclaration d'utilité publique) tombera. C'est donc immédiatement qu'il faut que l'on travaille même si ce n'est pas simple car ce tracé touche 2 régions, 3 départements. Ce n'est pas des plus faciles d'un point de vue administratif mais je pense qu'avec une volonté… Plus généralement nous sommes dans un département assez rural où disposer d'un réseau de transports en commun pour amener les gens au travail est assez complexe à mettre en place. Il y a toutefois des choses à faire. »

LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie

Frédéric Laurent : « Le tour d'Avignon, c'est devenu catastrophique. Le contournement de la ville avec la LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. Mais la LEO ce n'est pas qu'une problématique économique c'est aussi une question de santé publique. Sur la rocade, nous atteignons des records de cancer des enfants à cause de la pollution générée par le trafic qui passe sous les fenêtres des habitants. Sur ce projet, nous sommes chaque fois percutés par ces changements de départements, de préfectures, etc. Et au final, on n'arrive pas à construire une réelle volonté à long terme. Pourtant, il y a urgence. Prenons l'exemple de la réouverture de la ligne ferroviaire au Carpentras-Avignon. Au début, ça patinait un peu car cela changeait les habitudes : 'Je viens en voiture, c'est tellement plus simple'. Maintenant, je connais beaucoup de salariés qui apprécient d'utiliser cette ligne. Quand on donne aux salariés la possibilité d'utiliser les transports en communs, quand ils existent ou quand on arrive à les construire, ils les utilisent. Le tramway, quelle aberration ! Pourquoi le tramway ne va pas jusqu'à l'hôpital, la gare TGV, la zone d'Agroparc. Les entreprises n'en profitent même pas alors que pourtant, ce sont elles, et leurs salariés indirectement, qui l'ont financé via le versement transport. Sur ces questions, nous faisons des propositions, avec le syndicat CGT des cheminots d'Avignon sur le projet d'étoile ferroviaire, afin d'amener le salarié de bout à bout. Parce qu'aujourd'hui, le salarié qui veut prendre les transports en commun pour aller, ne serait-ce que dans votre secteur vers le parc d'activités de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

l'aéroport, c'est impossible. Pour aller sur la zone d'Auchan, selon où l'on habite, il faudra prendre plusieurs moyens de transport. Pour aller en Courtine, c'est pareil. »

> « C'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »
>
> *Frédéric Laurent*

Roland Paul : « Pour la LEO, je pense que les organisations syndicales peuvent aider parce que nous ne sommes pas arrêtés par des départements. Nous allons voir les collègues des autres régions et des autres territoires qui ont les mêmes objectifs que nous. Et eux, ne sont pas tenus par un carcan administratif. »
Frédéric Laurent : « Il faut arrêter cette pollution que l'on met sur notre département. Le matin, je vois des gens seuls dans leur voiture. Des gens qui viennent du même village, qui vont dans la même entreprise, qui ont les mêmes horaires et qui utilisent deux voitures. Il n'y a pas de moyens adaptés, pas assez d'aires de covoiturage. Il n'y a rien d'incitatif. L'aide à la mobilité ne peut se faire que s'il y a une offre de mobilité. Allons alerter ensemble le préfet sur cette nécessité pour l'entreprise et les salariés de travailler sur ces questions car c'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »

Nous avons parlé de mobilité mais il y a aussi des difficultés d'accès au logement pour les salariés et, plus largement, pour l'ensemble des Vauclusiens ?
Frédéric Laurent : « Ce sujet est également fondamental dans un territoire où certaines communes n'ont pas la volonté d'élargir la capacité d'accueil en logement social. Certains maires préfèrent payer des amendes plutôt que de construire ce type de logements. Alors que malheureusement, 75% des populations sont éligibles au logement social dans notre département. Un département où dans certaines zones, la plupart des habitations sont fermés la moitié de l'année, parce que ce sont des lieux dédiés au tourisme. Avec la recrudescence, dans certaines communes comme Avignon, de la présence de location de type Airbnb. Ce qui fait que le salarié qui veut continuer à travailler près d'Avignon, il ne peut plus s'y loger. L'accès au logement devient très compliqué. Les loyers sont très chers par rapport au revenu. Il y a un manque crucial de logements dans le département. Il y a beaucoup de salariés pauvres qui, faute de moyens, vivent dans leur voiture. Les questions de mobilité et de logements impactent directement les possibilités d'emploi. Il y a peut-être 30 000 postes disponibles et 60 000 chômeurs dans le département. Mais certains de ces postes restent vacants car on ne peut pas s'y rendre ou on ne peut pas se loger à proximité, donc on ne les prend pas. »

> « Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? »
>
> *Roland Paul*

Roland Paul : « Je suis entièrement d'accord. Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? Nous avons la cité des papes, le Festival, Châteauneuf-du-Pape, le Ventoux, les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Chorégies, Fontaine de Vaucluse… plein d'atouts culturels ou naturels. Je le constate, de manière générale les gens sont attachés au Vaucluse. Il peut y avoir du mouvement dans les entreprises mais quand tu es à Paris, tu n'as pas le même turnover qu'à Avignon. Les gens qui sont ici veulent rester ici parce qu'ils y sont bien. Mais il y a aussi de la précarité et de la violence. Avignon fait partie des villes qui sont montrées du doigt en France. Toute cette mauvaise publicité n'est pas de nature à attirer les gens. Si je suis venu au Medef, c'est pour tenter de régler quelques trucs. On ne réglera pas tout, mais si on peut en solutionner quelques-uns. Pour cela, il ne faudra pas agir dans son coin mais il faudra le faire ensemble. »

Propos recueillis par Florent De Corbier pour La Marseillaise et Laurent Garcia pour L'Echo du mardi.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Roland Paul, président de GSE et du MEDEF Vaucluse reçoit l'Ordre national du mérite

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



C’est dans l’imposante Bibliothèque-Musée de l’Inguimbertine à Carpentras que Roland Paul a été fait chevalier de l’Ordre national du Mérite par Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse de juin 2018 à août 2022, en présence notamment de la Présidente du Conseil Départemental de Vaucluse, Dominique Santoni et de nombreux décideurs qui comptent dans le Vaucluse.

Et c’est là, justement, dans l’ancien Hôpital de L’Hôtel-Dieu, au pied du Ventoux, qu’il est né en 1965, le discret Roland Paul, ingénieur de formation, manageur, entré chez GSE en 1998, « au moment de la Coupe du Monde de football », et qui est aujourd’hui le président de cette filiale du groupe allemand Goldbeck.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



© GSE

Créée en 1976 par Jean-Pierre Hugues et son frère Michel, GSE est « contractant général » en immobilier d'entreprise. C'est à dire s'occupe de tout jusqu'à la livraison du bâtiment clés en main, depuis la recherche du terrain, le montage financier, la conception des plans, la construction, l'optimisation des coûts jusqu'au respect des délais. GSE dont le chiffre d'affaires s'affiche à 1 milliard € après la crise sanitaire qui a boosté la filière logistique et la construction de sites pour la santé, les énergies renouvelables et l'agroalimentaire.

L'avignonnais GSE passe le cap du milliard d'euros de chiffre d'affaires

« Quand on est reconnu comme une entreprise à mission, ce qui est notre cas, cela nous donne des devoirs » explique Roland Paul. « Il nous faut concevoir des bâtiments qui prennent soin des salariés, où ils se sentent bien, où compte l'humain. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Lui, l'enfant du pays qui, petit, allait ramasser à la main les écrevisses du côté de son village de Beaumont-du-Ventoux, lui qui est allé « voler une fille de la tribu de Bédoin pour l'épouser » et avec laquelle il a eu 3 enfants, il a bien sûr la culture du résultat, mais il veut surtout que ses clients soient satisfaits avec des projets construits sur d'anciennes friches dépolluées, désamiantées, qui ont une faible consommation énergétique, un fort respect de l'environnement, de la biodiversité. D'ailleurs, au siège de GSE à Avignon, où tout est fonctionnel et lumineux, les salariés bénéficient d'un terrain de tennis, d'un autre de pétanque, d'un espace sieste, au coeur d'un écrin de verdure.

> « Quand on est reconnu comme une entreprise à mission, ce qui est notre cas, cela nous donne des devoirs »
>
> *Roland Paul, Président de GSE*

GSE a les plus grands donneurs d'ordre de la planète, Michelin, Mercedes, Alstom ou Coca-Cola. Chez nous, il a construit le Cinéma Capitole du Pontet et ses 11 salles de projection, le siège de Mc Cormick France à Agroparc. En tout il affiche 1 million de mètres carrés construits, c'est dire!

« Vous me faites un cadeau en me demandant de vous remettre ce ruban bleu, 33 mois après avoir quitté le Vaucluse » a reconnu l'actuel Préfet du Nord et la Région des Hauts-de-France « Vos valeurs, tout le monde les apprécie, le sens du travail, de l'effort, de l'engagement, de la parole donnée. Vous êtes au service des autres, vous pensez à leur bien-être, à l'intérêt général, tout cela prouve que vous aimez les gens, Cher Roland Paul » a déclaré le Préfet qui lui a épinglé la médaille de l'Ordre National du Mérite. Evoquant « Buzz l'Eclair » et sa devise « Vers l'infini et au-delà » pour ce PDG dont la société a débuté avec 70 personnes et qui en compte aujourd'hui 650.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Roland Paul est aussi, depuis six mois président du MEDEF 84 et il travaille à faire renaître en Vaucluse le premier syndicat patronal de France. Lui qui est actuellement au coeur de la création et de la commercialisation d'un village d'entreprises de 26 hectares à Entraigues-sur-La Sorgue, « Natura Parc » face à "son" Ventoux.

(Vidéo) Naturaparc : le nouvel écrin du Grand Avignon pour les industries de la naturalité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Andrée Brunetti

(Vidéo) Naturaparc : le nouvel écrin du Grand Avignon pour les industries de la naturalité



Le Grand Avignon vient de lancer officiellement la commercialisation de la zone d'activités Naturaparc. Situé à Entraigues-sur-la-Sorgue, ce projet de 26 ha ambitionne d'accueillir les industries liées à la naturalité (agriculture, agroalimentaire, nutrition, pharmaceutique, cosmétique, arômes…). Pour réussir ce pari, l'agglomération de la cité des papes a confié l'aménagement et le développement du site à l'un de ses fleurons économiques : la société avignonnaise GSE.

« Ce moment marque une étape importante dans la mise en œuvre d'un projet stratégique et structurant

Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

en faveur du développement économique du Grand Avignon », a résolument annoncé Joël Guin, président du Grand Avignon, lors du lancement officiel de la commercialisation de la future zone d'activités Naturaparc.
Situé à Entraigues-sur-la-Sorgue, le long de la D 942 entre Avignon et Carpentras dans la continuité de la zone actuelle du Plan, ce parc représentant un investissement de 14M€ devrait s'étendre sur 26 hectares dont 18 ha cessibles à partir de 6 500m2. A terme, ce projet doit permettre la réalisation de 76 000m² de Surface de plancher (SDP) prioritairement dédiés aux industries liées à la naturalité, qui englobe les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire, la nutrition, la pharmaceutique, la cosmétique et les arômes.

Créer le pendant industriel d'Agroparc

« La naturalité est un des secteurs d'excellence du Grand Avignon, rappelle Guy Moureau, vice-président du Grand Avignon délégué à l'économie soutenable et solidaire aussi maire d'Entraigues.
« Le Grand Avignon accueille aujourd'hui, à Agroparc, un écosystème exceptionnel d'entreprises de services, de laboratoires, de centres de recherche et de formation qui interviennent dans les filières de l'agroalimentaire et de la transformation du végétal, que l'on rassemble désormais sous l'appellation générique de naturalité, confirme Joël Guin. Il nous faut en complément des espaces où accueillir les entreprises industrielles qui travaillent avec cet écosystème. Ce sera l'un des rôles de Naturaparc. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



De gauche à droite : Joël Guin, président du Grand Avignon, Roland Paul, président de GSE, et Guy Moureau, maire d'Entraigues-sur-la-Sorgue et vice président du Grand Avignon. Crédit Echo du mardi

640 emplois directs espérés

Pour l'agglomération, l'objectif est donc clairement de créer le pendant industriel de la zone d'activité d'Agroparc, le pôle d'innovation et de recherche du Grand Avignon dans le domaine de la naturalité et du végétal regroupant de nombreuses entreprises ainsi que des centres de recherche tels que l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), le CRITT (Centre régional d'innovation et de transfert de technologies agroalimentaires), le campus Jean-Henri Fabre d'Avignon université, l'école d'ingénieur en agronomie Isara, le CTCPA (Centre technique agroalimentaire)…

« Notre but est de cibler des acteurs économiques qui proposent des débouchés d'avenir aux productions agricoles locales », insiste Guy Moureau.

A la clef : 640 emplois directs ainsi que des dizaine d'emplois indirects prévus dans cette nouvelle zone

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

d'activité. Sachant que l'on estime qu'un emploi dans l'industrie induit 5 emplois et que le ratio (1 pour 5) est le même pour secteur de l'agriculture. De quoi renforcer la prépondérance du Grand Avignon dans ce domaine d'activité où l'agglomération concentre déjà 27% des emplois salariés de l'agroalimentaire en Vaucluse.

Concilier activité économique et respect de l'environnement

« Avec NaturaParc, nous voulons montrer qu'il est possible de concilier l'activité économique avec le respect de l'environnement », poursuit le président du Grand Avignon.

« Dans ce cadre, l'enjeu environnemental est donc crucial », continue Joël Guin qui rappelle également que « nous avons adopté, en début de mandat, un Projet de territoire qui fait de la transition écologique la colonne vertébrale de notre action. »

Destiné initialement à accueillir une zone d'activités de près de 127 hectares (plutôt à vocation logistique), le projet a finalement été redimensionné à 26 hectares. Le tout combiné à une préservation des terres agricoles alentours qui sont 'sanctuarisée' sur 100 ha.

« C'est un projet éco-responsable fruit d'une large concertation, précise le maire d'Entraigues. Cela sera une zone d'activité d'un nouveau genre en adéquation avec les impératifs écologiques et environnementaux. Naturaparc sera un modèle de sobriété architecturale et d'efficacité énergétique. »



Les façades des futurs bâtiment devront obligatoirement compter au moins 10% des matériaux bois ou composite.

Un modèle de sobriété architecturale et d'efficacité énergétique ?

Les entreprises sélectionnées devront respecter un cahier des charges précis pour atteindre une certification de type BREEAM (Building research establishment environmental assessment method ou BDM (Bâtiments durables méditerranéens). Des labels qui assurent un haut niveau de performance

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

énergétique et environnementale des bâtiments, favorisant le bioclimatisme, limitant l'impact des matériaux, et réduisant les consommations d'eau et d'énergie.
Par ailleurs, Naturaparc comptera moins de 70% de surfaces cessibles, avec 5 hectares d'espaces verts communs préservés et renaturés soit 21% de la surface du projet. Les parkings devront offrir au moins 20% de places avec bornes de recharge électrique pour les véhicules légers (100% à termes en prévoyant déjà les fourreaux d'alimentation).
Pour faciliter l'intégration paysagère 3 couleurs maximum seront autorisées par bâtiment. Ces derniers devront aussi obligatoirement compter au moins 10% des matériaux bois ou composite en façade. Les circulations piétonnes et les espaces de stationnements seront traités avec des revêtements perméables. L'éclairage nocturne sera limité afin de préserver la biodiversité.
Enfin, un vaste espace naturel nommé 'corridor' sera préservé au centre de ce projet. Autour de cette 'colonne vertébrale verte' avec des aménagements piétons et cyclables, les toitures des futurs bâtiments intègreront au moins 50% de panneaux solaires.
De quoi permettre à Naturaparc de s'engager dans la certification PARC+, attestant de son respect pour les écosystèmes locaux, l'intégration d'espaces naturels et de la bonne gestion de la zone sur le long terme.



Une accessibilité stratégique
Pour le Grand Avignon et GSE, l'accessibilité constitue l'un des nombreux points forts de Naturaparc. Située le long de la D 942 entre Avignon et Carpentras, la future zone est implantée à 3 kilomètres de l'A7, permettant d'atteindre Marseille et son aéroport en 1 heure. Le site est également stratégiquement placé dans l'axe rhodanien, non loin de l'autoroute A9 et à une quinzaine de kilomètres de la TGV

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

d'Avignon-Courtine. Autres attraits pour les industriels, la zone est aussi proche de plusieurs offres multimodales de transport comme le rail, avec les lignes PLM, ou le fluvial avec le Rhône.
Côté mobilité, une desserte en bus est prévue depuis la gare d'Entraigues. « Des voies douces jusqu'à Naturaparc seront aussi aménager également afin d'accéder à la zone à pied ou en vélo », annonce Guy Moureau le maire d'Entraigues. Crédit : Map Architecture

Premier coup de pioche : 2e semestre 2025
Côté calendrier : les travaux d'aménagement des 11 lots, qui devraient durer 12 mois, seront lancés au second semestre 2025. Les bâtiments seront ensuite construits au fur et à mesure des demandes, sachant qu'il faut 6 à 12 mois pour les réaliser. Actuellement, aucune implantation n'a été signée mais des contacts sont avancés sur plusieurs projets portant sur 3 hectares. Il s'agit autant d'entreprises locales qui souhaitent s'étendre que nouvelle implantation provenant hors de l'agglomération.

> « Cette zone, c'est le symbole de tout ce que l'on veut faire. »
>
> *Roland Paul, président de GSE*

Pour relever ces défis, l'agglomération et la commune d'Entraigues ont confié cette mission au groupe GSE, le contractant général avignonnais spécialiste de l'immobilier d'entreprise dont le siège social situé dans la zone d'aéroport est un modèle du genre.
« Cette zone, c'est le symbole de tout ce que l'on veut faire, explique Roland Paul, président de GSE dont le l'entreprise a acquis le statut de société à mission depuis juillet 2023.
A ce titre, « notre travail, c'est de concevoir et bâtir dans le respect de la nature. Cela me paraît fondamental pour avoir un développement durable de la société. On ne fait plus les choses comme elles se faisaient il y a 50 ans. Cela veut dire donc qu'on se préoccupe réellement de l'impact environnemental. »
« C'est un projet de dernière génération, annonce le patron de GSE. On va y construire de supers bâtiments qui seront montrés aux clients qui viennent nous voir du monde entier. »
Une zone où les bâtiments veulent prendre en compte tout particulièrement le facteur humain dans un domaine où les industriels ont beaucoup de mal à recruter ou à conserver leur personnel. Le souhait de Roland Paul ? « Il est indispensable de prendre soin de l'humain pour que les gens est envie de rester au sein de leur entreprise »,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Actuellement, 11 lots sont proposés à la commercialisation.

> « Nous sommes tous en train de travailler main dans la main pour le développement du Vaucluse. »
>
> Roland Paul, président de GSE

Une vitrine pour le territoire

Ce 'showroom' du Grand Avignon et de GSE entend aussi constituer une vitrine au service de son territoire.

« On développe un projet avec le territoire. On ne développe pas un projet sur un territoire, martèle Roland Paul. Cela veut dire qu'il y a une stratégie partagée dans le choix des projets qui viendront s'installer ici. Il y a la stratégie politique du Grand Avignon, et nous, qui sommes au service de cette stratégie. »

Et Roland Paul, nouveau président du Medef Vaucluse depuis quelques semaines, d'insister : « Ce projet est très important pour le développement de l'économie du territoire car il y a un vrai alignement de l'ensemble des acteurs économiques. Nous sommes tous en train de travailler main dans la main pour le développement du Vaucluse. »

Il faut dire que l'annonce de cette commercialisation tombe à point nommé, au moment où le Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

dispose de nombreux atouts en cette période de volonté de réindustrialisation de la France et que le Grand Avignon est lauréat de la phase II du programme Territoire d'industrie.
Malgré la conjoncture actuelle, Roland Paul l'assure : « GSE a construit de nombreuses usines en France. Cela veut dire que la réindustrialisation, ce n'est pas un rêve. Je ne dis pas que c'est simple, mais c'est en train de se faire pour différents types d'usines et dans différents domaines. Et ce mouvement n'est pas basé seulement à Paris, Marseille, Lyon, on construit un petit peu partout en France. »

> « L'entreprise demeure la clé de la croissance et de l'emploi. »
>
> *Joël Guin, président du Grand Avignon*

Construire son avenir
« J'ai la conviction que l'entreprise demeure la clé de la croissance et de l'emploi, affirme le président du Grand Avignon. Un territoire qui s'engage à apporter les moyens nécessaires au développement des activités des entreprises s'engage à la construction de son avenir. C'est donc la mission du Grand Avignon de créer un environnement favorable au développement et à l'accueil des entreprises. Et Naturaparc composera ainsi, très prochainement, l'un des pôles prioritaires de développement des filières économiques d'excellence du Grand Avignon. »
Et Joël Guin de conclure : « La société GSE incarne l'une des plus belles réussites entrepreneuriales de notre agglomération, avec un ancrage local très fort, et nous sommes heureux de nous appuyer sur elle pour l'aménagement de cette nouvelle zone. »

Laurent Garcia

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Roland Paul, président de GSE, est le nouveau président du Medef Vaucluse. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à la Collection Lambert n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.

Juste avant l'été le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.
Celui qui est aussi président d'Action Logement nous avait également expliqué que lorsque Patrick Martin, le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. »
Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes…
« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annonçait Bruno Arcadipane.

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Un signe déjà ? C'était dans les locaux 'modèles' du siège social de GSE dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

> « Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »
Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »
Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »
Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »
Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

> « Pour construire, il faut une stabilité. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »
« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».
« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

> « L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires… »
« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande Goldbeck qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente. Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable, GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines Juste bio à Carpentras et Charles & Alice à Monteux ou bien encore le siège de Claranor à Avignon ou la mûrisserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.